



COMITE DE COORDINATION INTERINSTITUTIONS DES NATIONS UNIES SUR L'EDUCATION AUX DROITS DE L'HOMME DANS LE SYSTEME SCOLAIRE

MANDAT

1. Contexte

La communauté internationale est convenue de l'importance de l'éducation aux droits de l'homme comme moyen d'atteindre des objectifs plus larges, notamment de favoriser l'accès à la jouissance des droits, d'accroître la participation, de promouvoir l'égalité et de contribuer à la prévention et au règlement des conflits.

Afin d'encourager l'élaboration et la mise en oeuvre d'initiatives portant sur l'éducation aux droits de l'homme au niveau national, l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé, dans sa résolution 59/113A du 10 décembre 2004, le Programme mondial¹ en faveur de l'éducation aux droits de l'homme qui débute au 1^{er} janvier 2005.

Un Plan d'action pour la première phase (2005-2009) du Programme mondial, dédié à l'intégration de l'éducation aux droits de l'homme dans les systèmes d'enseignement primaire et secondaire, a été adopté par l'Assemblée générale le 14 juillet 2005 par la résolution 59/113B. Cette résolution, *encourage*, entre autres, *'tous les États à adopter des initiatives dans le cadre du Programme mondial et, en particulier, à appliquer, en fonction de leurs moyens, le Plan d'action'* (para. 2), et *'lance un appel aux organes, organismes ou institutions pertinentes du système des Nations Unies, ainsi qu'à l'ensemble des autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales internationales et régionales afin qu'ils encouragent, dans le cadre de leur mandat respectif, la mise en oeuvre au plan*

¹ Le Programme mondial promeut les principes suivants en matière d'éducation aux droits de l'homme : (a) Favorise l'interdépendance, l'indivisibilité et l'universalité des droits de l'homme, notamment des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels et du droit au développement ; (b) Inculque le respect des différences et en fait apprécier l'intérêt et favorise la lutte contre la discrimination fondée sur la race, le sexe, la langue, la religion, les convictions politiques ou autres, l'origine nationale, ethnique ou sociale, l'état physique et mental, et sur d'autres motifs ; (c) Encourage l'analyse des problèmes chroniques et des difficultés nouvelles qui se présentent dans le domaine des droits de l'homme, en vue d'y apporter des solutions fondées sur les principes relatifs aux droits de l'homme ; (d) Donne aux collectivités et aux particuliers les moyens de déceler les carences du système des droits de l'homme et les aide à y suppléer ; (e) S'inspire des principes relatifs aux droits de l'homme ancrés dans les différentes cultures et tient compte de l'évolution historique et sociale de chaque pays ; (f) Fait mieux connaître les instruments et les mécanismes internationaux, régionaux, nationaux et locaux existant en matière de protection des droits de l'homme afin de faciliter leur utilisation ; (g) Met en oeuvre une pédagogie fondée sur la diffusion des connaissances, l'analyse critique et l'acquisition d'aptitudes utiles à la promotion des droits de l'homme ; (h) Favorise l'instauration de conditions d'apprentissage qui ne laissent pas place à la crainte et à la frustration et qui soient propices à la participation, à l'exercice des droits de l'homme et au plein épanouissement de la personnalité humaine ; (i) Répond aux exigences de la vie quotidienne de tous ceux qui bénéficient de cette éducation, en les incitant à se concerter sur la manière de transformer les droits de l'homme pour que ceux-ci ne soient plus seulement des normes abstraites mais s'intègrent à leur situation sociale, économique, culturelle et politique.

national du Plan d'action et qu'ils fournissent sur demande une assistance technique à cet effet" (para. 4).

S'inspirant des principes et des orientations établis par les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, ainsi que des déclarations et programmes internationaux sur l'éducation², le Plan d'action souligne que l'éducation aux droits de l'homme dans le système scolaire implique non seulement l'intégration des droits de l'homme dans le processus et les outils éducatifs (programmes d'enseignement, manuels scolaires, méthodes d'apprentissage et de formation et autres supports pédagogiques) mais aussi l'exercice des droits de l'homme au sein du système éducatif.

La responsabilité principale de la mise en œuvre du Plan d'action relève du Ministère de l'éducation de chaque pays, au sein duquel un département ou service sera chargé de coordonner l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie nationale afin de permettre une intégration effective ou un renforcement de l'éducation aux droits de l'homme dans le système scolaire. A cet égard, le Plan d'action prévoit un processus en quatre étapes: analyse de la situation des droits de l'homme dans les écoles; définition des priorités et élaboration des stratégies; mise en œuvre et suivi; évaluation en collaboration avec tous les acteurs concernés par l'éducation aux droits de l'homme dans le système scolaire. Les Etats Membres sont également encouragés à désigner et appuyer le centre de documentation qui sera chargé de collecter et de diffuser, au niveau national, les documents et les éléments d'information relatifs à l'éducation aux droits de l'homme (en particulier ceux qui concernent les bonnes pratiques ayant lieu dans différents contextes et pays, les outils pédagogiques et les manifestations).

Au niveau international, le Plan d'action prévoit la création d'un Comité de coordination interinstitutions des Nations Unies sur l'éducation aux droits de l'homme dans le système scolaire, composé du Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, de l'UNESCO, de l'UNICEF, du Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres institutions internationales concernées, notamment la Banque mondiale. Il sera chargé de coordonner au niveau international les activités menées au titre de ce Plan d'action.

2. Composition

Le Comité sera composé de différentes entités des Nations Unies concernés par l'éducation aux droits de l'homme dans le système scolaire ou plus largement dans le secteur éducatif. Les noms des agences membres du Comité figurent dans la liste ci-dessous :

- OIT;
- UNESCO/ Bureau International pour l'Education;
- Banque mondiale;
- PNUD;
- UNICEF;

²Incluant les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, tels que : la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), la Convention relative aux droits de l'enfant (1949), la Déclaration et le Programme d'action de Vienne (1993) et la Déclaration et Cadre d'action intégré concernant l'éducation pour la paix, les droits de l'homme et la démocratie (1994), ainsi que divers moyens d'actions internationaux et programmes tels que les objectifs du Millénaire pour le développement (2000-2015), le Cadre d'action de Dakar sur l'éducation pour tous, la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable (2005-2014), et la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation (2003-2012).

- HCR;
- HCDH;
- UNRWA;
- FNUAP
- ONUSIDA;
- GNUM;
- Département de l'information

Le Comité pourra inviter à ses réunions les membres des organes de mise en oeuvre des traités internationaux des droits de l'homme (le Comité sur les droits de l'enfant, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, le Comité des travailleurs migrants et des membres de leur famille), des experts des procédures spéciales des Nations Unies (en particulier le Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation) ainsi que d'autres institutions internationales et régionales, organisations non-gouvernementales et experts et acteurs concernés.

3. Objectifs et fonctions du Comité

Les objectifs principaux du Comité sont de:

- Contribuer à une approche coordonnée et cohérente des Nations Unies afin d'appuyer les capacités locales et nationales en matière d'éducation aux droits de l'homme dans l'enseignement primaire et secondaire (46)³
- Renforcer la coopération entre les acteurs internationaux concernés par l'éducation aux droits de l'homme dans le système scolaire; (44)
- Veiller à ce que l'éducation aux droits de l'homme soit adéquatement reflétée dans tous les autres programmes des Nations Unies relatifs à l'éducation/aux droits de l'homme;
- Promouvoir un engagement politique durable en matière d'éducation aux droits de l'homme à la fois au niveau international et national;
- Assurer le suivi de la mise en oeuvre du Plan d'action (39).

En conséquence, les fonctions principales du Comité sont de:

- Encourager et appuyer une mise en oeuvre appropriée de l'éducation aux droits de l'homme dans le système scolaire au niveau national, notamment en:
 - Se tenant en rapport avec les bureaux des Nations Unies dans les pays, les équipes des pays des Nations Unies, et d'autres acteurs internationaux; (40)
 - Renforçant le recours aux mécanismes des Nations Unies (organes de mise en oeuvre des traités internationaux des droits de l'homme ainsi que les mécanismes thématiques et par pays); (41/42)
- Echanger des informations concernant les programmes de chaque agence membre du Comité afin de porter les ressources à un niveau aussi élevé que possible, éviter le chevauchement d'activités et assurer la cohérence dans la mise en oeuvre de ce Plan d'action; (45)
- Etablir des liens avec d'autres programmes, initiatives et activités interinstitutions relatives à l'éducation/ aux droits de l'homme;
- Se tenir en rapport avec tous les autres acteurs concernés;
- Développer des moyens pour collecter et diffuser des bonnes pratiques exercés dans différents pays et contextes; (37)

³ Les chiffres entre parenthèses correspondent aux paragraphes indiqués dans le Plan d'action.

- Développer un cadre pour le suivi et l'évaluation des progrès dans la mise en oeuvre du Plan d'action;
- Interagir avec les institutions financières régionales et internationales, ainsi que les organismes de financement bilatéraux, pour explorer les moyens d'articuler leurs programme de financement en matière d'éducation avec les programmes d'éducation aux droits de l'homme; (48)
- Contribuer aux rapports soumis à l'Assemblée générale des Nations Unies (35/51).

4. Méthodes de Travail

Le Comité se réunira chaque quatre mois. Lors de sa première réunion, il adoptera les termes de son mandat. Les dates de ses réunions futures seront déterminées en fonction des événements qui y sont relatifs, tels que les sessions du Comité sur les droits de l'enfant, du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, des réunions du Comité interinstitutions sur la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable, etc.

Les coûts liés à la participation aux réunions du Comité seront à la charge de chaque agence membre. La langue de travail du Comité est l'anglais.

Un usage optimal des technologies de l'information sera envisagé pour faciliter les communications entre les membres.

5. Secrétariat

Le Secrétariat du Comité sera assuré par le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. A cet égard, le Haut-Commissariat:

- i. Assurera l'envoi des invitations aux membres du Comité ainsi qu'à d'autres organisations ou experts invités à participer aux réunions ;
- ii. Etablira l'agenda provisoire de chacune de ses réunions, en consultation avec les autres membres du Comité;
- iii. Transmettra les documents de référence;
- iv. Rédigera les comptes rendus des réunions et les transmettra aux membres du Comité ;
- v. Maintiendra un dossier principal de toutes les correspondances et documents de référence liés aux réunions.
